

# Communauté française : c'est quitte ou double

POLITIQUE L'institution francophone est en fête ce 27 septembre

**L**a Communauté française est en fête, ce mardi. Comme chaque 27 septembre, le petit monde francophone se pressera à l'hôtel de ville de Bruxelles, pour entendre le discours du ministre-président de l'institution (le PS Rudy Demotte) et un coup de violoncelle (pour rappeler que l'institution est en charge de la Culture). Santé ! Et à la tienne Etienne...

Un climat faux. L'institution n'a jamais été aussi absente et méprisée – aussi menacée.

Il y a des éléments structurels, pour s'expliquer cela.

Historiquement, la Communauté traîne deux handicaps.

Vivant de moyens qui lui sont cédés par le fédéral, elle ne dispose pas de pouvoir fiscal. Autant dire qu'elle ne respire pas. Son seul volant de manœuvre, c'est comprimer ses dépenses. Et comme ses dépenses sont essentiellement des frais de personnel, les économies sont difficiles, et toujours douloureuses.

L'autre problème est politique. A peine née (en 1970), la Communauté a agacé les milieux régionalistes, estimant qu'il eut été plus sain de confier aux Régions les matières qui lui avaient été dévolues à la Communauté (école, culture...). Question de lisibilité. Question d'armer les régions de leviers qu'elles jugent indispensables à leur épanouissement.

Des éléments plus conjoncturels expliquent le passage à vide que traverse la Communauté. On parle d'un pouvoir absent, aphone. La faute à qui ?

La faute, d'abord, aux accords passés en juillet 2014, quand PS et CDH cimentent leurs accords

de majorités (Bruxelles, Wallonie, Communauté). Naguère, l'exécutif de la Communauté comptait quatre ministres. En 2014, ils sont... sept pour gérer moins de matières qu'autrefois (certaines d'entre elles ont été abandonnées aux Régions, en 1994, pour soulager une Communauté exsangue). Pourquoi tant de ministres ? En 2014, PS et CDH sont exclus du fédéral. Et les gouvernements fédérés sont l'occasion de recaser un maximum de ministrables. C'est une bourde – le repêchage saute

aux yeux. Elle affecte l'image de l'institution. Et, le pire, c'est qu'elle est inutile. A part le CDH, qui a rafflé les beaux morceaux (Éducation et Culture),

**Si le Pacte échoue, l'école va sombrer dans le désarroi. En armant pour de bon les régionalistes**

cinq ministres PS se disputent les miettes sans en tirer la moindre visibilité. C'est la question qui tue : qui est ministre à la Communauté ? On vous parlera peut-être de Marie-Martine Schyns (CDH, éducation). Un peu de Rudy Demotte (PS, ministre-président). Un peu de Jean-Claude Marcourt (PS – Enseignement supérieur). Qui d'autre ? Un ange passe.

Autre élément : le Pacte d'excellence, en cours de gestation. Cette réforme de l'école pompe les énergies depuis l'automne 2014. Au printemps 2016, les partenaires du pacte (syndicats, réseaux, parents, experts...) ont déposé une centaine de propositions. A l'hiver, le gouvernement PS-CDH choisira les me-

sures qu'il souhaite/qu'il peut mettre en œuvre. En attendant, la machine à réformer, à décréter, s'est forcément mise à l'arrêt. Voilà qui explique l'état de léthargie dans lequel se trouvent présentement le gouvernement et, surtout, le parlement.

Ce Pacte, ce sera la chance ou la tombe de la Communauté. L'école est à bout de souffle, rongée par l'échec, les inégalités, l'ennui, ses performances moyennes, etc. « *Le statu quo n'est plus possible* », envoie-t-on de tous côtés. Si le Pacte relève l'école, la Communauté en tirera une forme de légitimité. Si le Pacte échoue, l'institution enflammera ses détracteurs. Alors : à quoi doit-on s'attendre ? L'optimisme n'est pas de mise. « *Si l'ambition est là, les moyens suivront* », dit-on sur les banes de l'opposition. C'est sûr. Mais dans cette institution serrée dans un budget impossible, c'est (souvent) l'argent qui conditionne les ambitions. Or, non seulement les marges de manœuvre sont minces, mais la Communauté doit affronter par ailleurs le défi de l'inflation démographique (comme annoncé ici, il faut créer 20.014 places d'ici 2022, soit un coût de 72 millions...).

Le danger est là, réel. Si le Pacte échoue, l'école va sombrer dans le désarroi. En armant pour de bon les courants régionalistes qui palpitent au PS, au MR et, plus discrètement, chez certains centristes. Une forme de quitte ou double. Plus que jamais, l'institution vit avec un revolver sur la tempe.

Bonne fête, Paulette... ■

PIERRE BOUILLON